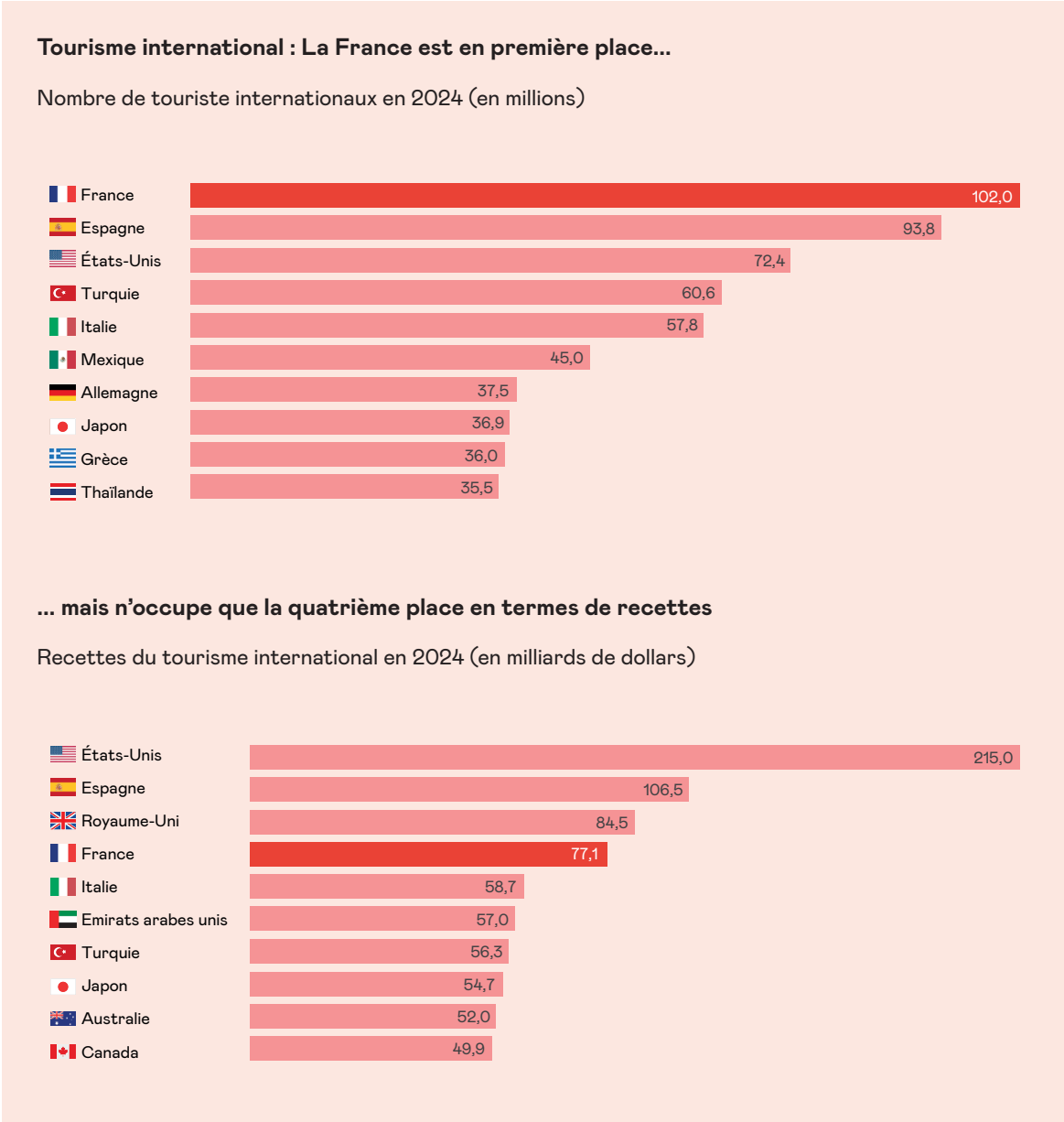
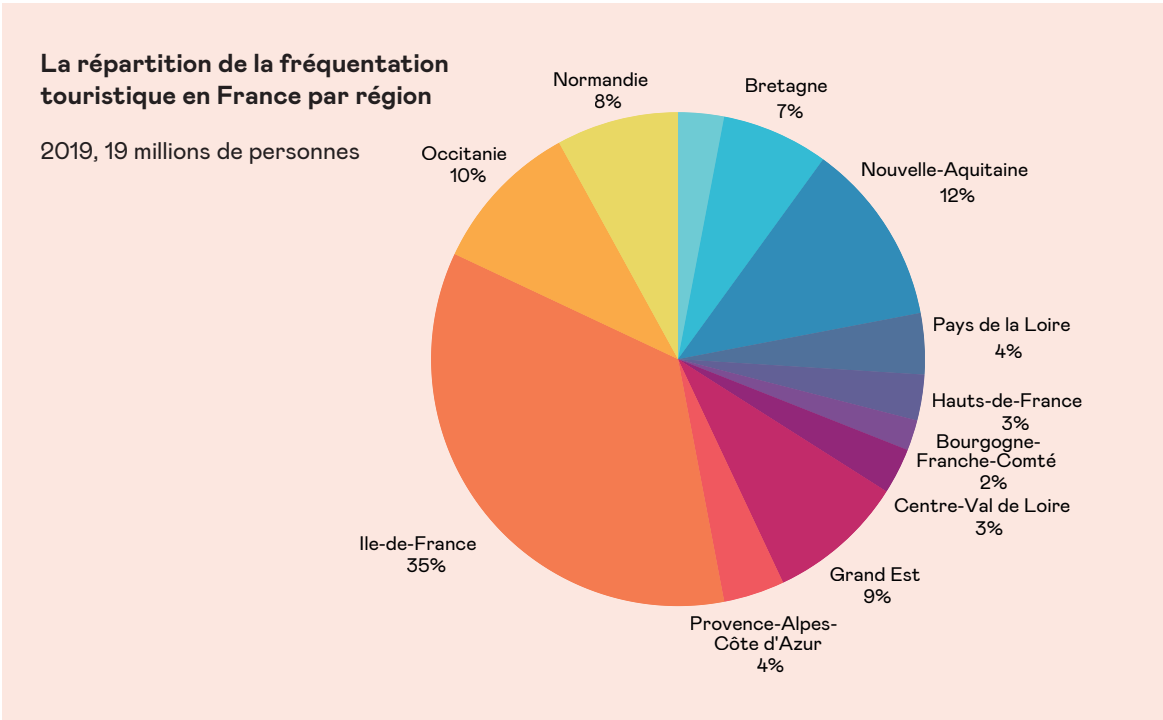
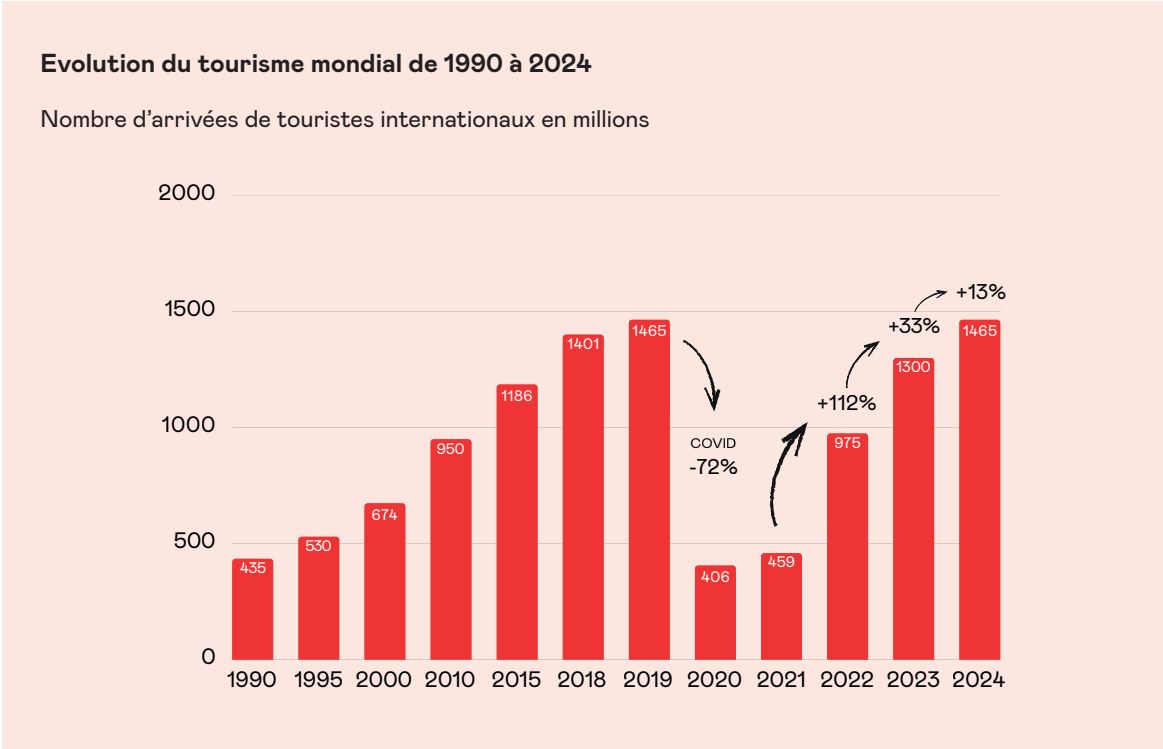






Vivre dans une carte postale : habitants et touristes, la cohabitation sous tension



Place St Marc, Venise © Mike Palmer, 2020

Dans une poignée de lieux, l'affluence transforme le logement, les commerces et l'espace public. La ville se visite, parfois au détriment de ceux qui y vivent. La standardisation du voyage a mis en exergue certaines destinations qui concentrent l'essentiel des touristes : 95 % des touristes mondiaux visiteraient moins de 5 % des terres émergées. Le terme de surtourisme s'applique lorsque la fréquentation d'un lieu devient telle qu'elle entraîne des effets négatifs sur l'environnement et sur la vie des habitants — ce que l'économie désigne comme les externalités négatives du tourisme.

Cette concentration touristique massive peut provoquer une tourismophobie. À Venise on compte près de 30 millions de touristes par an pour moins de 50 000 habitants. Les ruelles étroites de la ville, conçues pour une faible population, deviennent de véritables bouchons humains, rendant les déplacements difficiles pour tous.

Commerces, logements : la transformation des quartiers

Le surtourisme peut entraîner une perte de l'identité locale ainsi qu'une baisse de la qualité de vie. Dans certains quartiers très fréquentés, les commerces traditionnels disparaissent. À Montmartre (Paris), la prolifération de boutiques souvenirs produits en masse à l'autre bout du globe et de cafés à destination des touristes remplace peu à peu les boulangeries, épiceries et autres commerces de proximité. À l'image du Mont Saint Michel, ces lieux se transforment alors en véritable musées à ciel ouvert, dépourvus de vie de quartier et fui par les habitants.

Et si les vacances commençaient près de chez soi ?

Loin des statistiques internationales, les séjours « à l'intérieur » restent importants. Ils révèlent aussi des écarts persistants d'accès aux voyages. Malgré un tourisme toujours plus mondialisé, la population française reste profondément attachée à ses paysages et son patrimoine.

Le poids discret du tourisme domestique

En 2024, 70 % des nuitées dans les hôtels et les campings de France métropolitaine sont des résidents de l'hexagone. En 2025, 85 % des Français et Françaises ont dédié leurs séjours estivaux à la France. Le tourisme international ne comptabilise que les entrées et sorties du pays. Pourtant le tourisme local est très développé en Europe ou aux États-Unis et plus récemment en Asie. Bien qu'ils contribuent fortement au dynamisme touristique et donc économique de la zone, ces touristes nationaux sont écartés des statistiques internationales sur le tourisme.

Des pratiques qui évoluent avec le climat

Toutefois leurs habitudes changent progressivement, le dérèglement climatique provoque vagues de chaleur et incendies dans l'hexagone. Les consommateurs et consommatrices délaissent le littoral trop exposé pour des zones plus tempérées (montagne, Bretagne, Normandie). L'arrière-saison s'intensifie, toujours en privilégiant la France pour 70 % des personnes consultées. Les départements et régions d'outre-mer (DROM) ne sont pas en reste de cette passion territoriale : la Guadeloupe, Martinique et Réunion, comptent plus de 60 % de touristes hexagonaux.

Des inégalités persistantes face au départ

L'accès au tourisme demeure un marqueur fort d'inégalités. Aujourd'hui encore, 40 % des Français et Françaises ne partent pas en vacances au moins une fois par an pendant une semaine. Cette situation s'aggrave à mesure que les revenus diminuent : parmi les personnes disposant d'un revenu mensuel inférieur à 1285 €, 58 % ne partent pas en vacances, contre 24 % chez celles et ceux dont le revenu dépasse 2755 € par mois. Pour réduire ces écarts, certains dispositifs visent à faciliter l'accès aux vacances, à l'image des Chèques-Vacances, créés en 1982 par le ministère du Temps libre. En 2024, 4,8 millions de travailleurs les ont utilisés, pour un montant total de 260 millions d'euros. Ces aides ont bénéficié à 286 000 personnes dans le cadre de l'action sociale et ont été dépensées auprès de 120 000 professionnels du tourisme sur l'ensemble du territoire. Ces initiatives permettent de fortement dynamiser le tourisme intra-national.

Nos monuments et musées profitent de ces initiatives étatiques d'accessibilité : chèques vacances, pass culture, gratuité pour les moins de 26 ans. En 2023, 60 % des Français et Françaises ont effectué au moins une visite patrimoniale. Ils effectuent des millions de voyages chaque année sans franchir de frontière. Ces déplacements soutiennent l'économie locale dans de nombreuses régions, favorisent les emplois saisonniers et renforcent le lien avec les territoires. Voyager près de chez soi n'est pas un renoncement : c'est, souvent, un autre rapport au territoire.

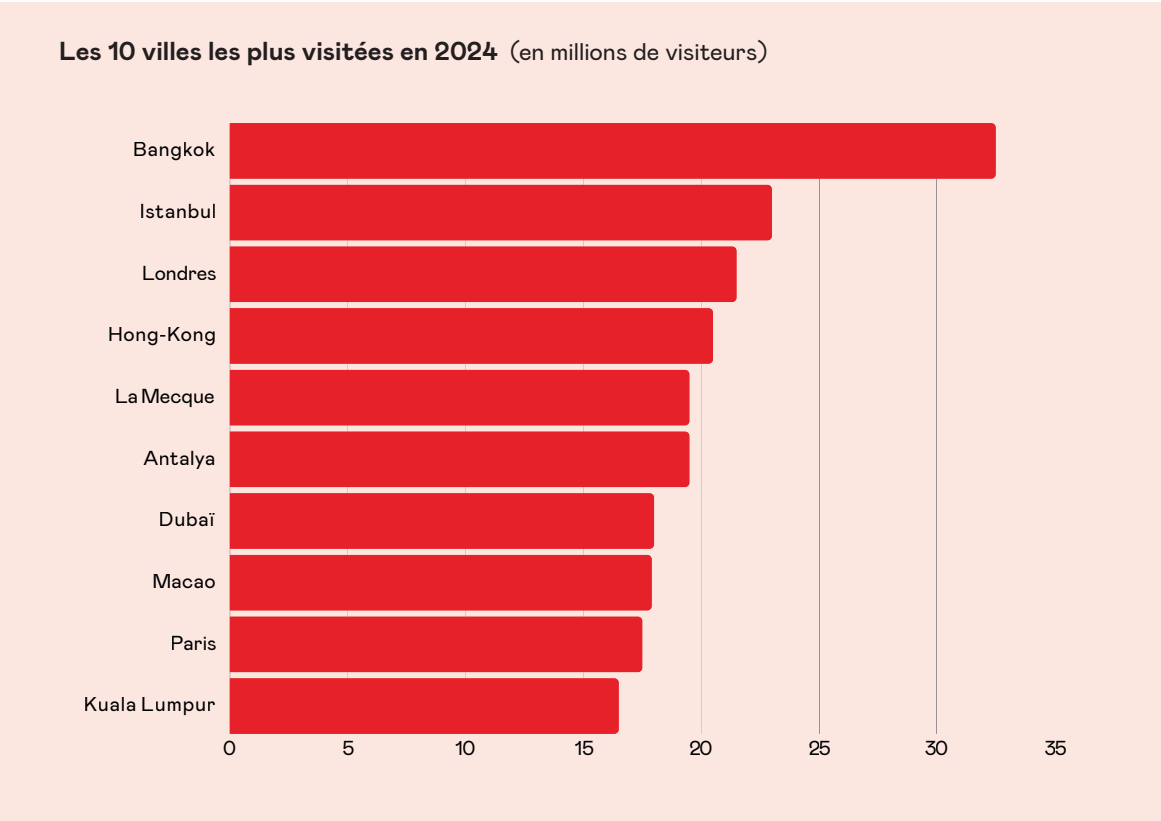
Le patrimoine culturel sous pression

L'afflux massif de visiteurs et visiteuses peut aussi mettre en péril les trésors culturels. En Egypte, la Vallée des rois, attire les touristes depuis près d'un siècle. Le tombeau de Toutankhamon, le plus célèbre d'entre eux, attire les curieux depuis 1926. Leur affluence toujours accrue a commencé à dégrader les peintures à cause des variations de températures et d'humidité. Depuis 2007 les visites sont limitées à 400 personnes par jour pour le préserver.

À Barcelone la fréquentation touristique a explosé depuis les Jeux Olympique de 1992. La ville de 1,5 millions d'habitants n'a pas eu le temps d'adapter ses infrastructures à l'accueil des 15 millions de touristes par an, soit 10 visiteurs par résidents. Cette surpopulation ponctuelle surcharge les transports, les services et les espaces publics. La pression touristique a contribué à une hausse des loyers de près de 68 % en dix ans. Cette flambée des prix pousse certains résidents à quitter la ville ou à partager des

logements surchargés. Les protestations se multiplient, près de 60 % des habitants estiment que la ville a trop de touristes, ils ont pour slogan : « Un touriste de plus, un voisin de moins ».

La cohabitation entre résidents et touristes devient de plus en plus compliquée dans les villes touristiques phares. Le surtourisme est en expansion et atteint même des contrées difficilement accessibles : il n'est pas rare par exemple d'observer des files d'attente au sommet de l'Everest !



La nature sous pression : le revers du tourisme de masse

Le tourisme s’est intensifié au fil des années, se concentrant toujours plus dans les destinations phares jusqu’au surtourisme. Les résidents ne sont pas les seuls à en payer le prix, la nature aussi.

Des volumes de déchets hors norme

Le tourisme génère beaucoup plus de déchets que la vie quotidienne. En France, un touriste produit en moyenne jusqu’à deux fois plus de déchets qu’un résident. Ces pratiques saturent les capacités locales de collectes dans les zones à forte affluence touristiques telles que le littoral ou la montagne où la population peut doubler en haute saison. Au-delà des déchets ménagers, les déchets sauvages laissés par les touristes envahissent les sites naturels.

Îles et sites fragiles en première ligne

Bali, île d’Indonésie de 768 0000 résidents, accueille plus de 15 millions de visiteurs et visiteuses par an. L’activité touristique intensive produit près de 1,6 million de tonnes de déchets par an, dont une grande partie finit dans les rivières et océans, faute d’infrastructures adaptées. Les microplastiques contaminent l’eau potable et la biodiversité marine. Ils se retrouvent concentrés dans les poissons consommés localement. 60 % des tortues trouvées mortes dans la région auraient ingéré du plastique. Cependant, ralentir le tourisme sur cette île serait un séisme économique puisqu’il représente 55 % du PIB balinais.

« Le tourisme est une industrie qui consiste à transporter des gens qui seraient mieux chez eux dans des endroits qui seraient mieux sans eux. »

JEAN MISTLER

Biodiversité menacée par la fréquentation

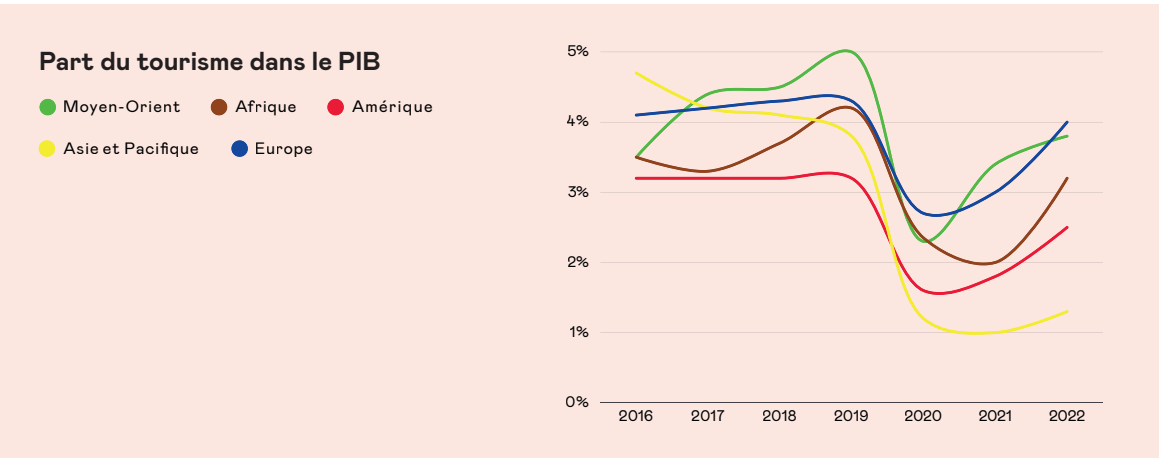
Les récifs coralliens sont parmi les écosystèmes les plus menacés. Maya Bay (Thaïlande) rendu célèbre par le film *La Plage*, a vu une grande partie de ses coraux détruits par l’afflux de touristes, leurs piétinements et leurs crèmes solaires toxiques ont eu raison de ceux-ci. Les dommages ont été tels que les autorités ont dû fermer l’accès au site avant de le rouvrir avec des quotas d’accès très stricts.

En France l’île de Porquerolles accueillait près de 1,5 millions de visiteurs et visiteuses par an. Cette surfréquentation a entraîné l’érosion des sols et la dégradation de la végétation.

Les transports, principal poste d’émissions

Enfin les transports représentent le principal impact climatique du tourisme, en particulier l’avion (52 %). Un vol long-courrier peut générer plus d’une tonne de CO2 par passager, soit presque autant qu’une année de chauffage d’un Français.

Le poids du tourisme sur l’environnement s’intensifie au rythme de son développement. Dans de nombreuses destinations surfréquentées, un point de rupture a déjà été atteint. À défaut d’une réaction collective, les sites les plus prisés risquent de disparaître, le surtourisme finissant par compromettre l’activité touristique elle-même.



Parc national des Calanques © Andreas Rose, 2023

Calanques, Étretat : le patrimoine naturel français face à l’affluence

La France n’échappe pas au phénomène de surtourisme, 80 % de l’activité touristique se concentre sur 20 % du territoire. Cette pression croissante va même jusqu’à fragiliser notre patrimoine naturel. L’accès aux parcs nationaux est souvent libre, mais la fréquentation, elle, a un coût écologique. Les collectivités cherchent un équilibre sans casser l’économie locale.

Le Parc national des Calanques est une zone protégée depuis 2012, il est

interdit aux véhicules à moteurs. Et pourtant, l’activité humaine des touristes toujours plus affluents pourraient avoir raison de ce joyau côtier. En 2021, le site enregistrait des pics frôlant les 10 000 visiteurs et visiteuses par jours. Les piétinements détruisent les sols et les habitats naturels, mettant en péril cet écosystème.

La Côte d’Azur illustre ce phénomène, mais d’autres régions, comme la Normandie, y sont également confrontées. Le village d’Étretat de 1200 habitants voit déferler des vagues de touristes toujours plus nombreux depuis la diffusion de la série *Lupin* en 2021. Lors de la haute saison, les falaises devenues célèbres voient défiler jusqu’à 10 000 visiteurs et visiteuses par jour. Cette affluence impacte directement la vie des résidents. Les touristes, friands de souvenirs, ne manquent pas de repartir avec un galet de la plage. Ils vont jusqu’à se mettre en danger allant toujours plus au bord des falaises pour obtenir la photo la plus sensationnelle sur les réseaux sociaux, risquant l’effondrement des falaises fragiles.

Ces sites attractifs soutiennent l’activité des hôtels, restaurants et commerces. Interdire leur accès serait donc un choc économique pour la région. Pourtant, ce patrimoine naturel fait partie de ce qu’on appelle les biens communs : ils sont profitables à l’ensemble de la société et doivent être préservés de manière équitable pour les générations futures. Préserver ces sites, c’est arbitrer : entre ouverture à tous et protection d’un bien commun.

Réguler le tourisme : quelles mesures pour un équilibre durable ?

Comme l’ont montré les articles précédents, le tourisme est à la fois un moteur économique majeur et une source de fortes tensions sur les territoires et les résidents. Repenser ses formes et ses usages apparaît indispensable pour en limiter les impacts, préserver les ressources et garantir un **modèle durable, accessible** à toutes et tous.

Ainsi les externalités négatives des touristes seront limitées, la biodiversité préservée, et l’activité économique de ce secteur continuera à croître.

Limiter les flux pour préserver les lieux

Lorsque les flux de touristes explosent, une solution peut être appliquée pour les réguler : instaurer des **quotas de personnes**. La réservation permet également aux lieux une meilleure gestion des flux, les structures pouvant anticiper l’organisation nécessaire à l’accueil de ces touristes. En contrôlant l’accès, les sites touristiques sont protégés et la qualité de visite améliorée. Dans certains sites touristiques sous pression, la solution choisie pour maintenir l’activité économique est la mise en place de quotas couplée à une augmentation des prix. Cette double mesure implique que moins de personnes y auront accès et que les touristes plus aisés seront avantagés.

Ce tourisme durable passe aussi par un changement de pratiques des touristes. Le transport représente 75 % des émissions de gaz à effet de serre du tourisme, ce qui en fait un levier majeur. Préférer l’usage des mobilités douces, le train, le transport fluvial ou le vélo permettrait de diminuer fortement les émissions de gaz à effet de serre. Cela sous-entend de partir moins loin, le

slowtourism consistant à se déplacer autrement, mais aussi à prendre son temps pour découvrir les paysages, les patrimoines et la gastronomie d’une destination plus locale. Il se construit en opposition aux tendances des réseaux sociaux. Celles-ci nous invitent à consommer les destinations toujours plus vite pour les collectionner, nous faisant passer à côté de nombreux pans de la culture de la destination instagrammable.

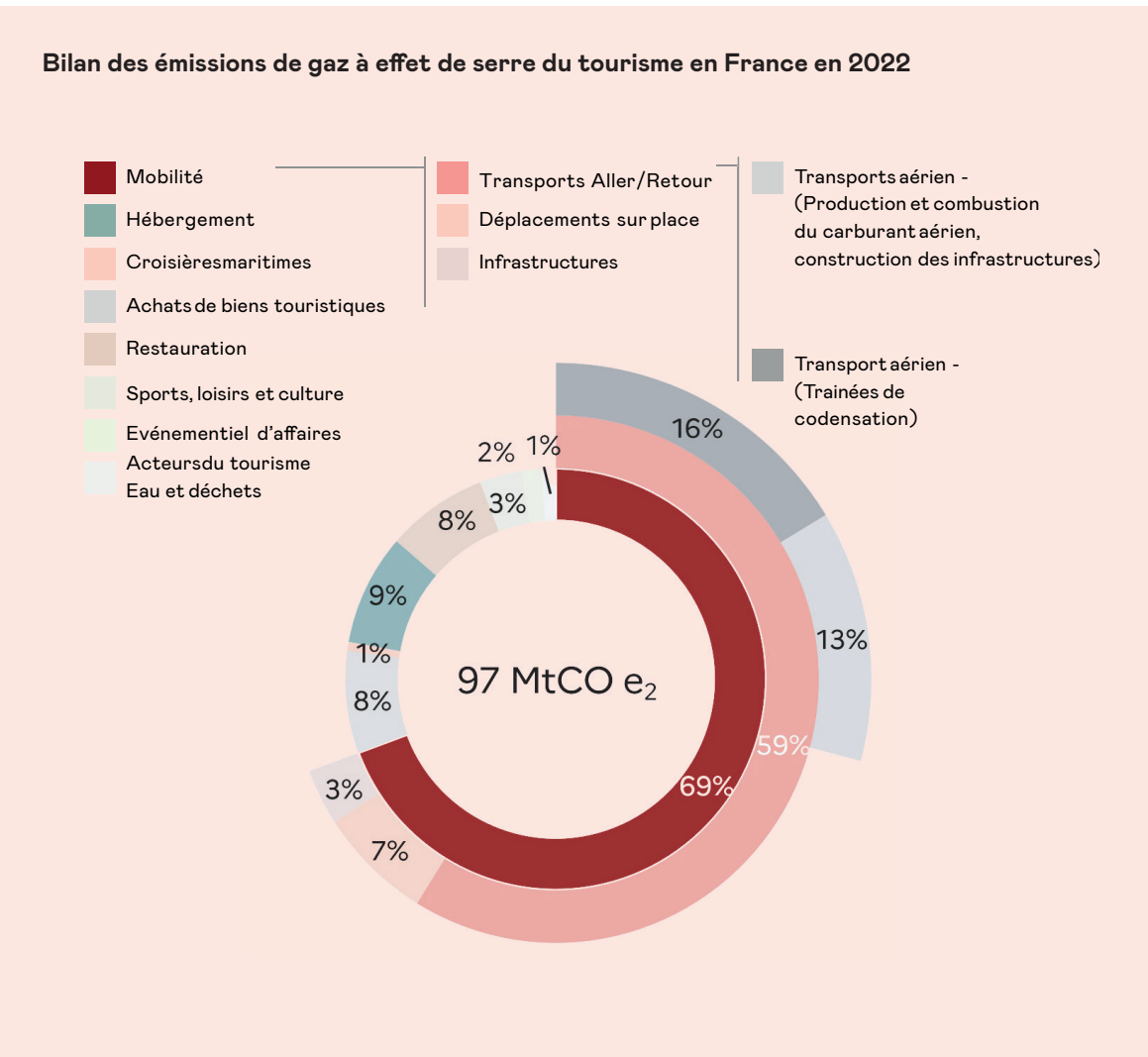
Enfin, il faudrait une meilleure répartition des flux touristiques. L’Italie voit ses grandes villes touristiques comme Venise ou Rome prises d’assaut. Des campagnes de publicité, mais aussi un aménagement des réseaux de transport, encouragent les visiteurs et visiteuses à se tourner vers d’autres trésors patrimoniaux et naturels dont le pays regorge.

Enfin la **valorisation du tourisme hors saison**, avec des tarifs préférentiels ou un enrichissement des offres, permet de mieux répartir la fréquentation des lieux touristiques sur l’année. Ainsi on évite les engorgements concentrés sur quelques semaines de l’année et en maintenant l’activité économique locale.

Comment permettre aux générations futures de découvrir notre patrimoine dans son intégralité, naturel, culturel et gastronomique en le préservant du surtourisme et de sa standardisation ? Quel sera le modèle touristique de demain adapté au nombre de touristes croissant tout en préservant les lieux visités ?

« Voyager partout, tout le temps, n’est pas compatible avec les limites de la planète. »

JEAN-MARC JANCOVICI



REDACTION
Cité de l’Économie

CONCEPTION GRAPHIQUE
Marion Laurens

SOURCES
ADEME, *Stratégie pour la transition écologique du tourisme 2023-2025* • ADEME, *Empreinte écologique du tourisme* • About France • Banque de France • Banque Mondiale • INSEE • Info.Gouv • Ministère des Finances • Ministère de la transition écologique, de l’aménagement du territoire, des transports, des villes et du logement • Observatoire des inégalités • ONU Tourisme • ADEME, *Vers un tourisme durable pour tous, Lettre internationale*, septembre 2021 • ADEME, *Empreinte écologique du tourisme* • About France • Banque de France • Banque Mondiale • INSEE • Info.Gouv • Ministère des Finances • Ministère de la transition écologique, de l’aménagement du territoire, des transports, des villes et du logement • Observatoire des inégalités • ONU Tourisme • Vie publique • *Patrimoine : la nette reprise de la fréquentation en 2023 est accompagnée d’un réajustement des publics*, par Benoît Grossin, France culture, Jeudi 19 septembre 2024 • *Thaïlande : la baie rendue célèbre par le film « La Plage » dégradée par le tourisme de masse*, Le Monde avec AFP, Publié le 03 octobre 2019 • *Le parc national des Calanques teste la réservation obligatoire*, Par Gilles Rof, Le Monde, Publié le 06 avril 2022 • *Le village d’Étretat, rongé par le surtourisme, souffre : « Il y a tellement de monde que les gens font n’importe quoi »*, par Jessica Gourdon, Le Monde, Publié le 10 avril 2023 • Scientific Reports of Port-Cros National Park, 39 : 253-269 (2023)